

Entreprendre au quotidien

La vérité sur les niches fiscales : Un bien ou un mal nécessaire ?



JEAN-LUC THEURET Membre du réseau Différence, expert-comptable et dirigeant du cabinet CAPEC.

Depuis des mois, il n'y a pas de jours où l'on n'entende pas parler des niches fiscales. Mais qu'est-ce qu'une niche fiscale ? Le législateur a depuis toujours utilisé la fiscalité pour définir la politique budgétaire et ainsi favoriser des choix, des orientations bénéfiques pour l'économie du pays.

Des mesures qui rapportent plus qu'elles ne coûtent

Pour l'achat d'une automobile parmi les moins chères à 10 000 euros, c'est 2 000 euros de TVA qui entrent dans les caisses de l'Etat, et la prime pour l'acheteur est de 1 000 euros. Ce bonus est-il une niche fiscale à condamner quand l'Etat est gagnant, sans parler de l'impôt société et des cotisations sociales versées par les entreprises ?

Quand l'Etat met en place une réduction d'impôt sur le revenu de 50 % des sommes

versées pour l'emploi à domicile, c'est pour diminuer le travail dissimulé et permettre à un grand nombre de personnes d'avoir une couverture sociale et une retraite. Pour 100 euros net versés à un salarié à domicile, le particulier employeur verse des cotisations sociales de 70 euros et réduit son impôt de 85 euros. Le coût pour l'Etat et les organismes sociaux collectivement est au maximum de 15 euros puisqu'il y a aussi de l'impôt sur le revenu qui est versé sur ces sommes. Est-ce une niche fiscale à condamner ? Pourquoi vouloir la réduire ?

Ainsi, un certain nombre de niches fiscales rapportent plus qu'elles ne coûtent et pourtant le débat est devenu politique. Des voix s'expriment pour condamner tout ce qui peut être intéressant pour les « riches », ceux qui paient des impôts, sans dire quelles seraient les conséquences en les supprimant.

Un soutien nécessaire à l'économie

A côté de ce type de niches, il y en a d'autres qui permettent d'orienter l'épargne pour favoriser l'économie. C'est le cas des investissements DOM-TOM (Girardin Industriel). Quand le contribuable réduit son impôt sur le revenu de 100 euros, en fait, il verse 70 euros à une société qui investit dans des matériels nécessaires pour l'île. S'il n'y avait pas cet intérêt fiscal, personne ne verserait d'argent aux entreprises des DOM-TOM et l'Etat devrait les subventionner. Les investissements, là-encore, rapportent de la TVA et font travailler des salariés pour lesquels des cotisations sociales sont versées.

Autre exemple fiscal, les mesures ponctuelles concernant le développement durable : chaque année, les conditions changent, pour les pompes à chaleur, pour le solaire.

C'est la volonté de l'Etat de réduire sa facture énergétique, d'être moins dépendant du pétrole. Le succès est tel que le « coût » pour l'Etat dépasse ce qui avait été prévu au budget. On baisse donc sensiblement l'année suivante le taux du crédit d'impôt et c'est l'arrêt brutal des investissements.

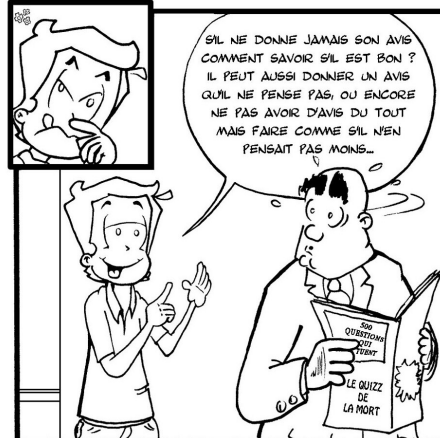
Soyons logique, cohérent et surtout constant. Soit c'est stratégique pour le pays et l'on doit se féliciter de l'engouement et continuer le dispositif, soit cela ne l'est pas et il ne fallait pas mettre en place un tel dispositif. Sans compter les conséquences pour les entreprises du secteur qui ont beaucoup embauché pour faire face à la forte demande. Elles sont en train de chuter provoquant des licenciements, moins de rentrées de TVA et de cotisations sociales. Un crédit d'impôt de 25 % sur le matériel coûte moins cher à l'Etat que les 19,6 % de rentrée de TVA. Mais il est vrai qu'avec un taux de 5,5 sur le matériel, ce n'est plus exact.

Tous ces exemples montrent que ce n'est pas par hasard si les dispositifs fiscaux ont été mis en place, et la terminologie de niche fiscale n'est pas bonne. Pour des raisons politiques, on veut donner l'impression que l'on va faire payer plus les « riches », alors que l'on peut faire perdre à l'économie dans son ensemble beaucoup plus que l'économie directe réalisée à court terme. Les « niches fiscales » ont été mises en place non pas pour permettre à certains de réduire leur impôt mais pour doper l'économie.

Arrêtons de raisonner à court terme et ayons un système fiscal beaucoup plus constant dans le temps, et répondant à une logique économique et politique au sens noble du terme. En temps de crise c'est encore plus important. ■



C'EST L'AVIS...



CORTEX, PAR CHAREMAND